



HAL
open science

Qui fait quoi? Pratiques de l'informatique et résistance des métiers dans un quotidien régional.

Anne-France Saint Laurent (de)

► **To cite this version:**

Anne-France Saint Laurent (de). Qui fait quoi? Pratiques de l'informatique et résistance des métiers dans un quotidien régional.. Actes de la Recherche en Sciences Sociales, 2000, 134 (134), pp.56-61. 10.3406/arss.2000.2691 . halshs-00913356

HAL Id: halshs-00913356

<https://shs.hal.science/halshs-00913356>

Submitted on 3 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Qui fait quoi ?

In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 134, septembre 2000. pp. 56-61.

Citer ce document / Cite this document :

de Saint Laurent Anne-France. Qui fait quoi ?. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 134, septembre 2000. pp. 56-61.

doi : 10.3406/arss.2000.2691

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_2000_num_134_1_2691

Zusammenfassung

Wer tut was ?

Das Auftauchen der elektronischen Datenverarbeitung modifiziert die Arbeitspraxis und bringt tendenziell die sozialen Formen der Arbeitsteilung durcheinander. Der Artikel stützt sich auf die Analyse der täglichen Arbeitspraxis bei der französischen Zeitung Ouest-France auf, um zu zeigen, wie trotz des Willens der Geschäftsleitung, die verschiedenen Berufe einander anzunähern, die Beschäftigten dahin gebracht werden, untereinander berufliche Trennwände zu errichten. So erlangen die Drucker mit der Beherrschung der EDV-Einrichtungen verbundene Kompetenzen. Um sodann für sich den Anspruch zu erheben, die einzigen Garanten einer in der Berufskultur der « Buchfachleute » verankerten beruflichen Qualität zu sein. Sie streben außerdem danach, die Erhaltung ihres Berufes sicherzustellen, mit welcher Technik er auch immer ausgeübt werde. Dem gegenüber weigern sich die Journalisten, denen das Kompetenzideal eher mit der intellektuellen Dimension und weniger mit der technischen Ebene ihres Berufsverbunden ist, sich die mit der Verwendung der EDV verknüpften Fachkenntnisse anzueignen.

Resumen

Cada uno hace lo suyo.

La aparición de la informática modifica las prácticas laborales y tiende a alterar radicalmente las formas sociales de la división del trabajo. En este artículo se analizan las prácticas cotidianas de trabajo en el diario regional Ouest France, con el objeto de mostrar de que manera, pese al intento de la dirección de lograr un acercamiento entre los oficios, los asalariados reconstruyen los compartimientos profesionales. En este contexto, los obreros desarrollan competencias vinculadas al dominio de la informática. Reivindican así su determinación de continuar siendo los únicos garantes de la calidad profesional, tan arraigada en la cultura de los diferentes oficios ejercidos por los « profesionales del libro ». También pretenden salvaguardar su oficio, sea cual fuere la herramienta que utilicen para ejercerlo. En cambio, los periodistas, que al ideal de competencia asocian la dimensión intelectual de su profesión, aunque no así su dimensión técnica, se niegan a adquirir conocimientos prácticos relacionados con el uso de la informática.

Résumé

Qui fait quoi?

L'arrivée de l'informatique modifie les pratiques de travail et tend à bouleverser les formes sociales de la division du travail. Cet article s'appuie sur une analyse des pratiques quotidiennes de travail à Ouest France, pour montrer comment, en dépit de la volonté de la direction de rapprocher les métiers, les salariés vont reconstruire les cloisonnements professionnels. Les ouvriers du livre vont développer des compétences liées à la maîtrise du dispositif informatique. Ils revendiquent ainsi la volonté de rester les seuls garants d'une qualité professionnelle inscrite dans la culture des métiers des « professionnels du livre ». Ils recherchent également à sauvegarder leur métier quel que soit l'outil pour l'exercer. En revanche, les journalistes, qui associent à l'idéal de compétence la dimension intellectuelle de leur métier et non sa dimension technique, refusent d'acquiescer des savoir-faire liés à l'usage de l'informatique.

Abstract

Who does what ?

Computers alter work habits and tend to deeply modify the social forms of the division of labor. The present article is based on an analysis of the everyday work habits at the French regional newspaper, Ouest France, and shows how, despite efforts on the part of management to break down barriers between the trades, the employees built them back up again. The book-trade workers developed skills associated with the mastery of computers, demonstrating their desire to remain the sole custodians of a professional quality embodied in the culture of the book trades. They were also seeking to preserve

their trades whatever the tools needed to exercise them. The journalists, on the other hand, who associated the ideal of skill with the intellectual dimension of their occupation and not its technical dimension, refused to acquire the know-how connected with computer use.

QUI FAIT QUOI ?

Pratiques de l'informatique et résistance des métiers dans un quotidien régional

L'informatique est souvent représentée comme une nouvelle figure du Destin. Elle imposerait universellement, en raison d'une vertu organisatrice de la technique, une nouvelle organisation des métiers. Elle balayerait inéluctablement l'ancien état des choses et imposerait une définition nouvelle et unique des savoir-faire, des recrutements et des formes d'emploi. La division sociale du travail ne serait que le reflet d'une nouvelle division technique. Mais la réalité est plus complexe : l'usage des nouvelles techniques rencontre la division sociale préexistante, les formes d'organisation instituées, les dispositions acquises par les agents.

À partir d'observations de terrain à *Ouest-France*¹, on essaie ici de montrer comment les groupes professionnels et les individus s'approprient de manière différentielle l'informatique. Les usages qu'en font les ouvriers, ou les employés exerçant des fonctions voisines, sont étroitement marqués par la définition ancienne des métiers, qui résistent, inégalement, aux tentatives de réorganisation menées à l'occasion de l'informatisation. Les usages des journalistes dépendent de leur « capital journalistique » : un capital élevé peut autoriser à négliger le « technique ». Dans tous les cas, l'informatique transforme assez profondément les conditions de travail, mais celles-ci demeurent marquées par les formes sociales antérieures à son introduction.

Potentialités techniques et choix de la direction

Une grande part du succès des entreprises de presse se fonde sur le respect de règles dont les métiers sont les garants. Les journalistes comme les ouvriers du Livre jouent des rôles clairement identifiés et complémentaires assurant ainsi la pérennité du journal. Or l'introduction de nouveaux outils informatiques tend à dissoudre les frontières, à « diluer les savoir-faire dans un continuum technologique »². Dans un premier temps, l'ordinateur va bouleverser l'activité des ouvriers du Livre car il permet de dissocier saisie, correction, codage typo, d'introduire des logiciels de justification, de mise en page selon des codes introduits dès la saisie. Le prestige des typos, archétypes de l'aristocratie

ouvrière, s'estompe. Au cours des années 80, c'est au tour des journalistes d'être concernés par la micro-informatique. Malgré leur attachement à leur papier et à leur crayon, certains suivent des formations, demandent à être équipés en micro-ordinateurs. Ils y voient un moyen d'améliorer la qualité des informations locales par la réduction des délais de transmission. L'ensemble des métiers de presse se trouvent aujourd'hui remis en question par ce processus incessant d'informatisation. Potentiellement, « une chose est certaine : la base matérielle et peut-être même en partie intellectuelle de la séparation des fonctions disparaît. Même si on continue à se référer à quelques métiers historiques de la presse, certains prévoient une quasi-disparition des différenciations professionnelles au moins dans le traitement de l'information, caractérisée par une polyvalence étendue des journalistes qui commanderont eux-mêmes les moyens de fabrication »³.

Mais les potentialités de la technique ne peuvent à elles seules déterminer l'évolution de ces métiers. D'autres facteurs interviennent : le mode d'organisation et de gestion de l'entreprise, la structure professionnelle du secteur et les dispositions des agents. La dernière grande phase de modernisation à *Ouest-France* permet de comprendre comment l'ensemble de ces facteurs conditionnent l'évolution des métiers. Intitulée DMPAO (décentralisation de la mise en page assistée par ordinateur), cette phase de modernisation correspond à l'informatisation de la mise en page et à l'arrivée des photocompositeurs et des opérateurs photo venus renforcer les équipes départementales

1 – Pour effectuer cette recherche, nous avons combiné une vingtaine d'entretiens semi-directifs à une approche de type ethnographique au cours des années 1996 et 1997. Les entretiens ont été menés auprès des représentants de la direction, de la rédaction, auprès des délégués syndicaux (CFDT, CGT), d'assistants-organisations, et de chefs d'édition. La démarche ethnographique, d'une durée de deux mois, s'est déroulée dans deux rédactions départementales du journal *Ouest-France*. Les journées ainsi passées parmi les journalistes, les ouvriers du livre, les opérateurs-photo permettent d'identifier leurs pratiques de travail, et de repérer si elles correspondent aux discours des représentants institutionnels.

2 – Denis Ruellan et Daniel Thierry, *Journal local et réseaux informatiques. Travail coopératif, décentralisation et identité des journalistes*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1998, p. 13.

3 – Jean-Marie Charon, *La Presse en France, de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Seuil », 1991, p. 186.

composées jusqu'alors de journalistes et de clavistes. Les pages prises en charge par ces rédactions décentralisées sont désormais totalement réalisées sur place par ordinateur, puis télétransmises au siège. Seules, la conception des plaques offset, l'impression et l'expédition sont effectuées au siège.

La résistance des professions

Les nouvelles possibilités techniques comme les logiciels de mise en page sur micro-ordinateur placent le journaliste dans une situation nouvelle. Le processus de fabrication lui-même, de la saisie directe jusqu'au montage de la page, en passant par la possibilité d'accéder aux textes en cours de préparation, devient son domaine. De plus en plus, l'ajustement entre le texte, les images et les modes de présentation graphiques sont partie intégrante de la conception de ses papiers. Cette tendance est aujourd'hui bien intégrée dans les écoles de formation au journalisme. Elle se concrétise surtout dans la presse magazine et parfois dans certains quotidiens comme *La Voix du Nord*.

La direction du journal *Ouest-France* va, elle aussi, s'appuyer sur les potentialités de l'informatique pour faire évoluer les métiers dans cette voie. Avec la DMPAO, l'objectif de la direction est d'associer les ouvriers du Livre à cette démarche d'amélioration du processus du journal, en les responsabilisant sur le contenu de leur travail, et sur le contenu du journal. Cette responsabilité partagée avec l'équipe rédactionnelle doit ainsi avoir un effet fédérateur, et rapprocher les métiers du Livre des journalistes. « À l'heure actuelle, le secrétaire d'édition pense sa maquette à l'extérieur et, au siège, l'homme du Livre la réalise. Il y a là deux opérations qu'il s'agit désormais de réunir en faisant travailler ces gens-là en équipe et de façon solidaire ; il faut qu'ils cassent la barrière qui les sépare et qu'ils travaillent dans un climat de confiance. On pourra alors parler d'organisation qualifiante »⁴. La direction souhaite voir se mettre en place un chevauchement interprofessionnel, « certaines tâches associées à un métier peuvent, dans une certaine mesure, être effectuées par un autre »⁵. Cette stratégie s'inscrit dans un projet plus général, qui vise à instaurer une « organisation qualifiante ». Aussi, « le pari a été pris d'impulser ce changement par une démarche de "décloisonnement" en amont, c'est-à-dire au niveau de la formation »⁶. Cependant, la direction de *Ouest-France* va devoir assez largement renoncer à cette évolution. Elle va en effet se trouver confrontée à la résistance des professions dès les premières phases de négociations accompagnant la mise en œuvre de la DMPAO.

Le succès de cette résistance des professions est lié au poids important du syndicat du Livre⁷. Dans la presse, le

monde des ouvriers du Livre est associé à la fabrication. Celle-ci rassemble les tâches techniques sur l'information en cours de composition. Elles ne se conçoivent pas sans une lecture correcte du manuscrit original, ce qui implique la compréhension du texte écrit du rédacteur, première distinction originale dans un univers ouvrier où l'alphabétisation était autrefois partielle, voire faiblement répandue⁸. Par cette synthèse du manuel et de l'intellectuel, les gens du Livre constituent ainsi l'aristocratie ouvrière. Le syndicalisme français a longtemps puisé ses responsables dans ce vivier. Le « Livre » bénéficie également de prérogatives exceptionnelles concernant l'embauche, la formation et l'organisation du travail obtenues à la suite des nombreux conflits entre ouvriers et propriétaires de journaux qui ont jalonné le XIX^e siècle. Le « Livre » possède la particularité de bénéficier d'un marché interne de l'emploi⁹ : les syndicats recrutent eux-mêmes les futurs ouvriers, prennent en charge leurs formations et tentent d'imposer au patronat leur mode d'organisation du travail. Cette profession a su imposer que toute les modernisations soient négociées avec ses représentants syndicaux.

La direction doit donc trouver un accord préalable avec les différents partenaires sociaux pour mettre en œuvre le « projet de DMPAO ». Les ouvriers du Livre ont obtenu, lors des précédentes modernisations, une triple garantie de la part de la direction : garantie des emplois, des salaires et des qualifications.

La DMPAO permet un chevauchement des fonctions. Ce chevauchement répond à la volonté de la direction¹⁰, qui recherche l'intégration des différents métiers. Mais le brouillage des frontières a suscité l'opposition des syndicats. « Il y a eu un certain accord sur la définition des objectifs posés par la direction. Et à partir de ce moment-là, s'est engagée une négociation, sur qui fait quoi, sur le fait que les métiers allaient se trouver transformés, que ces gens allaient travailler en groupe... Il y avait de très grandes appréhensions, une grande peur des ouvriers du Livre que les journalistes

4 – Daniel Annarumma, directeur de projets *Ouest-France*. « Comment changer la presse sans hâte ou la transmutation du plomb en papier », séminaire « Crises et Mutations », Paris, l'École de Paris, Paris, le 16 septembre 1994.

5 – Entretien avec Bruno Patillon, attaché à la rédaction en chef, Rennes, *Ouest-France*, mai 1996.

6 – Didier Chauvin Didier, « Gestion de projet, organisation qualifiante, formation et communication : le projet DMPAO au journal *Ouest-France* », mémoire de maîtrise, université de haute Bretagne, Rennes II, Département InfoCom, 1996, p. 60.

7 – Les métiers du Livre sont rattachés à la Fédération du Livre FFTL-CGT, couramment appelée « le Livre ».

8 – Jean-Marie Charon, *La Presse en France, de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Seuil », op. cit., p. 174.

9 – Hélène Nikolopoulou, « La modernisation négociée dans la presse parisienne », *Sociologie du travail*, n° 2, 1993, p. 176.

10 – Entretien avec Bruno Patillon, attaché à la rédaction en chef, Rennes, *Ouest-France*, mai 1996.

aient une mainmise sur la mise en page »¹¹. Une question lancinante va alors rythmer le cours des négociations : « Qui fait quoi ? » Cette question de la définition propre à chaque métier a longuement été abordée lors des négociations. Si la réponse n'a pas été totalement tranchée, la réflexion a cependant permis de préciser les contours et la qualification de chacun des métiers et la formation requise pour les assurer. Les susceptibilités de chacun ont été ménagées comme on peut le lire dans les « Accords sur l'organisation Rédaction Pré-Presses et l'introduction des nouvelles technologies », signés par les différents partenaires sociaux : « La voie choisie par *Ouest-France* pour ces évolutions privilégie la coopération entre les différents métiers tout en s'appuyant sur leurs spécificités garantes de la qualité du journal dans son contenu et dans sa forme »¹². De ces accords émergent deux nouvelles qualifications rattachées aux ouvriers du Livre : les photocompositeurs et les assistants-organisations.

Les photocompositeurs doivent dorénavant faire preuve d'une polyvalence technique qui leur permette d'effectuer les tâches de saisie, de correction et de mise en page informatisée. L'objectif de la formation présente alors deux volets ; le premier concerne les savoir-faire de mise en page (pour les anciens clavistes), et le second la compétence technique pour acquérir la maîtrise de l'outil informatique. L'assistant-organisation doit, quant à lui, assurer le support technique et la maintenance du système informatique dans les rédactions. Lors des négociations, les ouvriers du livre exigent que le poste en question échoie à l'un des leurs, afin de se prémunir du risque de voir, avec les innovations technologiques, leur métier « *se faire bouffer par les journalistes* »¹³. La nécessité de continuer d'associer les compétences techniques aux ouvriers du Livre est apparue comme un moyen de préserver les métiers du Livre. « Si on ne veut pas qu'il y ait cet empiètement, par les journalistes, ce n'est sûrement pas un AO issu des journalistes qui sera nommé. Si on veut reconnaître la qualité technique et la profession des gens du Livre, ce n'est pas en mettant un journaliste qu'on peut les reconnaître »¹⁴.

De leur côté, les journalistes de *Ouest-France*, représentés par la CFDT et le SNJ¹⁵, ne souhaitent pas participer au processus de mise en page comme l'informatique le permet. Les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour recentrer l'activité des rédacteurs sur la recherche sur les faits, l'enquête, la vérification, plutôt que d'alourdir le côté technique nécessaire à la fabrication d'une page. Ainsi, les ouvriers du Livre obtiennent gain de cause concernant leurs revendications de voir le poste d'assistant-organisation appartenir aux professionnels du Livre. Une fois cet accord signé, en février 1996, les grandes étapes de la DMPAO démar-

rent véritablement : conformément aux accords, il est prévu d'informatiser quatre rédactions départementales par an, la DMPAO devant être installée dans les quinze rédactions de *Ouest-France* en 1999. La direction va se heurter aux *habitus* professionnels. Les « gens du Livre » disposent d'un idéal de compétences et de qualité professionnelle qui passe par une habileté technique développée au service d'une activité professionnelle. Elle se traduit par la recherche d'astuces et de savoir-faire qui permettent de faciliter l'exécution d'une tâche ou d'améliorer la qualité finale du produit. Malgré l'effritement du système de valeurs et de la légitimité qui entoure les métiers du Livre, de nombreuses formes d'appropriation du dispositif informatique par les ouvriers du Livre au sein des rédactions de *Ouest-France* révèlent la persistance de cet idéal de compétences et de qualité professionnelle.

La complexité d'un dispositif informatique tel que celui qui est associé à la DMPAO nuit à sa fiabilité. Ainsi, dans chacune des deux rédactions départementales de *Ouest-France*, les pannes sont fréquentes et les dysfonctionnements quotidiens. Ces dysfonctionnements sont particulièrement stressants pour les salariés en raison de la nature de l'activité : la réalisation du journal est une course quotidienne contre la montre. Pour pallier ces difficultés, les salariés mettent en œuvre de nombreuses pratiques autonomes de travail. Mais, le plus souvent, ne pouvant éviter les pannes, leurs démarches concernent l'adaptation de certaines procédures pour parer aux dégâts causés par celles-ci. Ainsi les modalités de sauvegarde sont plus élaborées que celles qui ont été apprises en formation et dépendent également du contexte : nouvelle version d'un logiciel, modification de dernière minute, etc.

Le travail informatisé est collectif. Il exige des relations d'entraide qui nécessitent complicité, vocabulaire partagé. Michel Gollac avance plusieurs raisons pour expliquer pourquoi l'usage de l'informatique nécessite, dans la grande majorité des cas, une coopération entre les utilisateurs : « Les uns tiennent au lien entre informatique et culture scolaire, les autres à l'utilité de l'informatique pour les entreprises. Car, pour l'essentiel, le savoir nécessaire à la mise en œuvre de l'informatique au travail n'est pas un savoir scolaire [...]. L'informatique pratique, celle qui est utilisée au travail, s'apprend peu à l'école... L'informatique

11 – Entretien avec une déléguée CFDT, Rennes, *Ouest-France*, juillet 1997.

12 – Accord sur l'organisation Rédaction Pré-Presses et l'introduction des nouvelles technologies, *Ouest-France*, 20 février 1996, p. 2.

13 – Entretien avec une déléguée CFDT, Rennes, *Ouest-France*, juillet 1997.

14 – Entretien avec une déléguée CFDT, *ibid.*

15 – SNJ : Syndicat national des journalistes.

s'apprend sur le tas, par la pratique. Cet apprentissage se fait souvent sous forte contrainte de temps »¹⁶. Dans le secteur de la presse, le réseau d'entraide trouve toute sa nécessité en raison du caractère toujours urgent de la réalisation du journal. Cette entraide apparaît à travers le nombre très élevé d'interactions orales concernant le dispositif technique. Elles permettent de résoudre bon nombre de difficultés au cours du travail : difficultés liées au métier aussi bien qu'à la technique. Ces interactions sont très opérationnelles. Compte tenu des contraintes de temps, l'expression doit être concise, la compréhension immédiate, de sorte que les phrases échangées peuvent être difficilement compréhensibles par un profane. Ainsi la question : « *Tiers monde, ça s'écrit comment ?* », lancée par un secrétaire d'édition (SE) sera immédiatement comprise par un photocompositeur comme une question sur le format des caractères, non sur l'orthographe, et appellera aussitôt de sa part la réponse : « *En bas de casse* » (sans usage de capitales). De même cette question lancée à la cantonade par un photocompositeur : « *R3, c'est quoi ?* » et la réponse apportée immédiatement par un collègue : « *Le format, si titre, tête, chapeau, c'est en fait dans la liste FORM3* » seront également comprises sans délai.

Cette démarche renvoie à la mise en œuvre de ce que Nicolas Dodier appelle une « solidarité technique ». Elle permet de « gérer l'incertitude liée inéluctablement au fonctionnement des objets techniques, au fur et à mesure de la survenue des aléas, par des opérateurs considérés comme détenteurs de connaissances hétérogènes, non réductibles à un savoir central »¹⁷. Dans le cas de la DMPAO, la nature éphémère du « produit journal » et sa conception dans l'urgence ne peuvent supporter longtemps les dysfonctionnements. Les dysfonctionnements subis simultanément par tous les salariés de la rédaction, comme une panne du réseau, entraînent une mobilisation collective car, dans ces moments-là, le collectif partage une situation de crise. Cette mobilisation réalise une solidarité technique autour d'un objectif commun : sortir de cette crise le plus vite possible pour transmettre les pages du journal avant l'heure fatidique. Cette solidarité technique, c'est aussi une sensibilité partagée autour d'un même dispositif technique. La fréquence élevée des dysfonctionnements conduit le collectif à se forger une intuition partagée de la technique qui intègre sa fragilité. On « sent que ça va planter » et on s'organise en conséquence.

Ce réseau d'entraide ne concerne pas l'ensemble des salariés de la rédaction. Il se cantonne presque exclusivement aux ouvriers du Livre. Les journalistes aux prises avec un problème technique s'adressent directement à l'assistant-organisation. Malgré le ras-

semblement des personnels dans un même lieu et l'homogénéité des matériels, les réseaux d'entraide au travail, à l'instar des réseaux de sociabilité, ne franchissent pas les frontières entre les groupes sociaux. Avec la DMPAO, les photocompositeurs et les opérateurs-photo ont certes rejoint les journalistes au sein même des rédactions départementales. L'arrivée de l'informatique se traduit par l'utilisation d'un même outil, l'ordinateur, quel que soit le métier. L'écran ainsi installé sur chacun des bureaux apporte l'apparence d'une homogénéisation des différents groupes sociaux. Au sein d'une rédaction départementale, les salariés partagent leur journée et leur espace de travail. Cependant les pratiques de sociabilité confortent l'identité de chaque groupe professionnel dans ce contexte de mutation. Les ouvriers du Livre continuent d'amener leur gamelle au travail, et partagent leur dîner au cours d'une pause à heure fixe, dans une salle au-dessus de la rédaction. En revanche, les journalistes, qu'ils soient de la rédaction ou secrétaires d'édition, se retrouvent autour d'un sandwich au « café-d'en-face » ou au « p'tit-resto-du-coin ». Au Mans, le « café-d'en-face » fait office d'annexe. Régulièrement dans la journée, quelques journalistes s'y retrouvent autour du « Baby-foot » ou d'un verre. Les discussions concernent le plus souvent l'activité professionnelle. Les événements marquants de la journée sont discutés, les articles de la veille comme ceux des journaux concurrents commentés.

L'usage de l'informatique : savoir faire et savoir ne pas faire

L'idéal de compétence est associé chez les journalistes à la dimension intellectuelle de leur métier et non à sa dimension technique. Non seulement ils refusent d'acquiescer des savoir-faire liés à l'usage de l'informatique, mais ils revendiquent parfois même leur incompetence dans ce domaine.

Lors d'un changement de version de l'éditeur de texte, la touche permettant d'insérer des « espaces insécables » est modifiée. La note distribuée par l'assistant-organisation à propos de cette nouvelle version n'indique pas quelle est la nouvelle combinaison. Un photocompositeur s'enquiert rapidement auprès de l'assistant-organisation de la solution et la transmet à l'ensemble des photocompositeurs. Les secrétaires d'édition, situés dans la même salle, sont ainsi mis au courant. En revanche, les journalistes-rédacteurs me font part de leur mécontentement de ne plus pouvoir faire d'espaces insécables. Un, deux, puis

16 – Michel Gollac, « Le capital est dans le réseau. La coopération dans l'usage de l'informatique », *Travail et emploi*, n° 3, 19/96, 1996.

17 – Nicolas Dodier, *Les Hommes et les machines. La conscience collective dans les sociétés technicisées*, Paris, Métailié, 1997, p. 133.

trois jours plus tard, ils n'ont toujours pas été chercher cette information.

Les agents ont de l'ordinateur une vision qui dépend de leur propre position dans l'espace social. Selon cette représentation, les modalités de son usage vont être différentes. Ainsi, si l'ordinateur apparaît comme un moyen de valoriser un métier, les personnes acquièrent les compétences liées à l'usage de cette technologie. En revanche, s'il apparaît comme dévalorisant, son usage sera peu développé. Cette différence existe au sein des différents métiers de presse présents dans une rédaction. Ainsi l'appropriation de l'informatique par les ouvriers du Livre passe par l'acquisition d'un savoir-faire technique qui articule des compétences liées à la mise en page et à la maîtrise de l'outil informatique. Ils revendiquent cette compétence liée à l'outil informatique, qui apparaît comme un moyen de rester les seuls garants d'une qualité professionnelle inscrite dans la culture des métiers des « professionnels du Livre », et de sauvegarder leur métier quel que soit l'outil pour l'exercer. Les propos d'un délégué CGT du Livre soulignent très clairement cette volonté : « Un métier ça ne disparaît pas, ce sont les outils qui changent. Oui, les journalistes apprennent à monter dans leurs écoles, on voit les écoles aller sur cette piste depuis vingt ans, mais ils ne le font pas tous avec bonheur... Parce qu'il faut savoir qu'il existe des pages plus ou moins compliquées à monter. Et c'est plus ou moins compliqué surtout en fonction du temps qui nous est imparti. La presse, c'est une lutte permanente contre la montre. On peut savoir monter une page, mais pour monter une page compliquée dans l'urgence, il faut être professionnel. Il y a les professionnels du Livre et les autres. C'est comme savoir faire du vélo, et être cycliste professionnel, il y a une différence. Le metteur en page reste le metteur en page, il n'y a rien de changé pour lui. »

Les pratiques de travail des journalistes liées à l'usage de l'informatique révèlent, au contraire, la volonté de ne pas s'impliquer dans la technique. Les journalistes de *Ouest-France* sont en général réfractaires à l'informatique et refusent régulièrement l'utilisation de tel ou tel logiciel. S'ils acceptent d'utiliser plus facilement un micro-ordinateur portable, c'est parce qu'un tel outil privilégie le déplacement physique et leur permet d'acquérir plus d'autonomie dans leur travail, deux aspects auxquels ils sont toujours très attachés. Néanmoins, l'ordinateur doit rester pour eux une « boîte noire » au service de leur métier : le journalisme. À l'inverse des ouvriers du Livre, les journalistes ne veulent pas « perdre de temps » avec la technique et ne cherchent pas à développer des savoir-faire. Ils ont donc une utilisation volontairement limi-

tée de l'informatique. Ils ont même tendance à oublier certaines pratiques apprises durant leur formation comme l'archivage par thème de leurs articles sur le serveur. Ils souhaitent « effacer l'ordinateur » de leurs préoccupations professionnelles : « *On veut s'en servir comme on se sert du téléphone.* »

À leurs yeux, l'informatique dévaloriserait leur métier de journaliste en les cantonnant de plus en plus à des tâches de mise en forme de l'information. Ils se sentent menacés par cette intrusion continue de l'informatique dans leur activité et par l'importance qu'on peut lui accorder dans les débats au détriment du contenu informationnel. L'un d'eux me fait remarquer : « *Ici, les bons en informatique, ce sont des toquards. Le boulot ici, c'est la recherche de l'information, l'investigation, pas l'informatique !* » Pour me convaincre encore un peu plus, un journaliste responsable de la rubrique « faits divers » m'emmène en « tournée ». Il veut me faire découvrir son activité et les difficultés qu'il rencontre quotidiennement pour obtenir ses informations auprès des représentants de l'État : commissariat de police, gendarmerie, palais de justice. Cette « tournée » est l'occasion de signaler que l'activité, qui fait le cœur du métier de journaliste, ne se déroule pas au sein de la rédaction, assis devant un ordinateur, mais à l'extérieur.

Les accords signés à *Ouest-France* dans le cadre de la DMPAO proposent une redéfinition des métiers au sein de l'activité pré-presse. Comme l'indique un délégué syndical, les négociations portant sur la question « qui fait quoi ? » n'ont pas abouti à une définition précise. Les différents partenaires syndicaux continuent de débattre autour de cette question, en tenant compte, d'une part, des activités concrètes de travail vécues par les salariés, et d'autre part, des nouvelles contraintes extérieures (édition du dimanche, évolutions technologiques). Dans ces espaces de travail à la fois mal définis et en évolution, les salariés vont orienter leur activité en fonction de leur disposition à acquérir ou non les compétences spécifiques de l'usage de l'informatique, selon la représentation qu'ils ont de celle-ci. Cette attitude trouve un écho favorable auprès des journalistes qui, *a contrario*, restent en position de refus quand il s'agit d'acquérir des nouvelles compétences informatiques.

Ainsi, à la rédaction du Mans, des informaticiens de Rennes viennent installer sur le serveur une base de photos numérisées servant d'archives. Les informaticiens expliquent aux opérateurs-photo les modalités d'enregistrement des photos dans la base : thèmes, mots-clés, etc. Ils annoncent également aux journalistes que désormais ils peuvent choisir eux-mêmes une photo directement à partir de leur ordinateur. Les informaticiens partis, les journalistes se renseignent sur ce que comptent faire les

opérateurs-photo et sur ce que comptent faire les journalistes. Chacun se voit rassuré : les journalistes n'ont aucunement l'intention de rechercher eux-mêmes les photos de leurs articles, les opérateurs-photo n'ont pas l'intention de voir une partie de leurs compétences récupérée par les journalistes. En dépit des propositions des informaticiens, les journalistes et les opérateurs-photo s'accordent implicitement à maintenir les frontières de leurs métiers respectifs.

La mise en œuvre de la DMPAO a été accompagnée d'une démarche qualité incitant les salariés à l'autonomie, à la prise d'initiatives allant dans le sens d'une amélioration du journal. L'informatique brouille les frontières concernant la répartition du travail « technique » apporté aux articles. Journalistes rédacteurs ou secrétaires d'édition, ouvriers du Livre, chacun peut techniquement intervenir directement sur les articles, sur leur forme comme sur leur contenu. Des initiatives émergent mais les pratiques révèlent qu'elles se heurtent aux cloisonnements professionnels, car des accords existent, marquage juridique et institutionnel qui contraint tout un chacun à respecter la frontière entre technique et rédaction.

- Pour nous¹⁸, il faut du qualifiant. Du qualifiant, d'après les accords signés en 93, on est censé, comme on fait moins de technique, de faire du qualifiant...
- Maintenant, on rédige les ISIS (Informations-Service)¹⁹ mais on n'a pas le droit de toucher aux textes plus nobles.
- C'est pas frustrant, c'est agaçant.
- C'est un accord national, tout texte qui arrive d'un correspondant à l'écran, on ne peut pas y toucher, ça doit être relu par un secrétaire d'édition. On pourrait le faire parce que parfois, quand ils lisent un texte...
- Comme La Flèche, ça arrive brut de pomme, c'est pas relu... mais c'est censé passer par un secrétaire d'édition. C'est-à-dire qu'un journaliste l'a pris en théorie entre les mains et l'a relu.
- Relu..., mais souvent c'est pas relu, vu ce qu'on trouve des fois.
- Nous, on peut corriger des fautes, mais aller changer l'article, tout ça, normalement on n'a pas le droit.
- On prend l'initiative de zinguer vingt lignes, mais bon, il faut peut-être éviter quand même.
- Moi, changer un inter²⁰ de place, ça me gêne pas.
- On le fait, en le proposant... mais là, il y a un rapport hiérarchique.

- Moi, maintenant, je ne le propose plus, je le fais.
- On est censé pas le faire.
- C'est compliqué tout ça.
- En fait le tabou journaliste/ouvrier n'est pas sauté.
- Mais maintenant, on fait plus qu'un en fin de compte. Ça devrait être complètement transparent comme métier. Pas entre secrétaire d'édition et journaliste, ça c'est à part. Entre secrétaire d'édition et nous, c'est transparent, quand on n'aura plus besoin de monter les pages, on fera le même métier qu'eux.
- Leur métier, on peut le faire, corriger, tout ça...
- Oui, c'est pas compliqué, on sait faire.
- Prévoir les articles dans une page, quand même !
- Une formation de trois jours, et tu sais.
- Le problème, c'est que les secrétaires d'édition ont un statut de journaliste, ils sont considérés comme des journalistes, alors que nous on est considérés comme des techniciens. Tout le problème est là, en fait.

Le monde de la presse est unique en son genre. De plus, chaque journal est un cas particulier : l'informatisation ne s'est pas déroulée dans tous les quotidiens de la même façon qu'à *Ouest-France*. Cette diversité renforce notre constat : le changement technique n'a pas de conséquence automatique, ni sur l'organisation des entreprises, ni sur la définition des groupes sociaux.

Dans la presse, l'organisation socioprofessionnelle a longtemps distingué les métiers techniques (ateliers de composition, imprimeries...) des métiers intellectuels (rédaction, reportages...). L'arrivée de l'informatique tend à diluer les métiers en transformant de façon substantielle la répartition du travail. L'analyse des pratiques quotidiennes de travail révèle comment les salariés reconstruisent les cloisonnements entre les métiers. Ainsi, les ouvriers du Livre vont transformer des savoir-faire techniques, liés à l'usage d'un nouvel outil, l'ordinateur et les logiciels de mise en page, en une qualification spécifique associée à leur métier. En parallèle, les journalistes négligeront l'aspect technique pour se recentrer sur la dimension intellectuelle de leur activité. Ainsi, les ouvriers du Livre vont tenter de maintenir une profession à laquelle tous s'accordaient à prédire une fin prochaine. En parallèle, les journalistes négligeront l'aspect technique pour se recentrer sur la dimension intellectuelle de leur activité.

18 – Entretien collectif avec les photocompositeurs, ouvriers du Livre, Le Mans, février 1997.

19 – Quelques lignes informant de la permanence d'un élu, d'une réunion de quartier, des horaires de la piscine, etc.

20 – Intertitre au sein d'un texte.